Les *sarakin* et la construction du marché du prêt à la consommation au Japon depuis les années 1960

サラ金を中心に1960年代からの消費者金融制度の特徴と問題点

The Japanese Consumer Finance Market. From Sarakin to Consumer Finance Company, 1960s-2000s

Adrienne Sala

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/3818>

DOI : 10.4000/ebisu.3818

ISSN : 2189-1893

Éditeur :

Institut français de recherche sur le Japon (UMIFRE 19 MAEE-CNRS), Maison franco-japonaise

Édition imprimée

Date de publication : 23 janvier 2019

Pagination : 101-131

ISSN : 1340-3656

Référence électronique

Adrienne Sala, « Les *sarakin* et la construction du marché du prêt à la consommation au Japon depuis les années 1960 », *Ebisu* [En ligne], 56 | 2019, mis en ligne le 24 décembre 2019, consulté le 17 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/3818> ; DOI : 10.4000/ebisu.3818

Les *sarakin* et la construction du marché du prêt à la consommation au Japon depuis les années 1960

Adrienne SALA

サラ金を中心に 1960 年代からの消費者金融制度の特徴と問題点

アドリエンヌ・サラ

The Japanese Consumer Finance Market. From *Sarakin* to Consumer Finance Company, 1960s–2000s

Adrienne SALA

▼ **Mots-clés** : *sarakin*, finance personnelle, secteur non bancaire, système financier, changement institutionnel, surendettement des ménages, problème public

L'auteur : Adrienne Sala est chercheuse à l'Institut français de recherche sur le Japon à la Maison franco-japonaise et chercheuse invitée à l'université de Tokyo. Elle a soutenu une thèse à l'EHESS sur l'évolution de la réglementation du crédit aux ménages et aux petites entreprises au Japon. Ses thèmes de recherche actuels portent sur le recours au droit dans la résolution des problèmes publics au Japon avec un intérêt particulier pour le rôle des avocats.

Résumé : L'expression populaire *sarakin* désigne les prêteurs spécialisés dans le prêt aux salariés. L'essor de ces établissements des années 1960 aux années 2000 illustre l'originalité du processus de construction du marché japonais du prêt non affecté, fondé sur le maintien de pratiques informelles malgré la contractualisation progressive de la relation de crédit. Nous analysons ce processus de formalisation, qui relève de la convergence de trois facteurs : la faiblesse du cadre réglementaire, la dualité de l'économie japonaise et l'évolution de la complémentarité entre les secteurs bancaire et non bancaire. Cet angle d'approche présente un triple intérêt : juridique et politique, socioéconomique et enfin institutionnel.

▼ キーワード

サラ金、消費者金融、ノンバンク、金融制度、制度変更、多重債務問題、社会問題

著者

アドリエヌ・サラ：日仏会館・フランス国立日本研究所研究員、東京大学各員研究員。2016年フランス社会科学高等研究院にて経済政治学博士号を取得。研究テーマは規制や制度変更に影響を与える弁護士役割。

要旨

先進国の資本主義の基礎には消費社会があったといえる。そして、この消費社会の中でクレジッ

トや消費者ローンが役割を拡大してきた。リーマンショックの後から多重債務や自己破産が増加し、資本主義は不平等な制度であるという非難の声もあったが、結局クレジット市場の成長が続いた。日本では、バブル崩壊を受けて生じた1998年の銀行危機の結果、自己破産が増加し、多重債務に関する社会の問題意識が段々強くなってきた。そして、2006年に貸金業法に重要な改正が加えられた。日本は多重債務問題を解決するために貸金業をより強く規制しようとしたという点で、他の先進国と比べると特別なケースといえる。

▼ **Keywords:** *Sarakin*, Personal Loan, Consumer Finance, Non-Bank, Financial System, Institutional Change, Over-Indebtedness, Social Issues

The Author: Adrienne Sala is a researcher at the French Research Institute on Japan at the Maison franco-japonaise and a visiting researcher at the University of Tokyo. In 2016 she defended a PhD thesis at EHESS titled “The Evolution of Consumer Credit Regulation in Japan: A Political Economic History”. Her current research topics focus on the role of lawyers in legislative and institutional changes in Japan.

Abstract: Using a multidisciplinary approach, this article explores the evolution

of the Japanese consumer credit market in parallel with the rise in household debt. It analyses the institutional environment, labour market changes and the transformation of borrowers’ motives, with a focus on the growth of the small loan market driven by the *sarakin* from the 1960s to the 2000s. It also examines the forces driving regulatory change by considering the tensions between stakeholders (government, banks, *sarakin*, borrowers) and their conflicts of interest, leading *in fine* to the revision of the Moneylenders Law in 2006. The revision of this law represents a major institutional change for the Japanese consumer credit market in general, and the personal loan sector in particular, with the fall of the *sarakin*.

Les *sarakin* et la construction du marché du prêt à la consommation au Japon depuis les années 1960

Adrienne SALA*

Introduction

Suite à la crise financière de 2007-2008, le crédit à la consommation est devenu un objet majeur de recherche et d'étude en sciences sociales¹. En France par exemple, les recherches sur l'économie domestique se sont renouvelées à travers l'analyse des pratiques monétaires des ménages, en lien avec les institutions et les cadres juridiques, politiques et économiques dans lesquelles elles s'inscrivent (Lazarus & Luzzi 2015). Les travaux en sociologie économique ont notamment montré l'intérêt d'analyser la coordination entre l'économie formelle et les pratiques informelles, jusqu'alors étudiées séparément². Ils ont ainsi pu rendre compte de la diversité des relations sociales qui caractérisent les pratiques de crédit et ont élargi la notion d'encastrement social (Bittmann 2018; Ducourant 2012).

1. Pour ne citer que quelques travaux, voir à propos des États-Unis Hyman 2011, Krippner 2011, Trumbull 2014; sur la France, Albert 2012, Ducourant 2009, Lacan 2013, Lazarus 2012, Effosse 2014, Plot 2009.

2. De nombreuses études ont montré que les formes de crédit spécifiques aux classes populaires relèvent de relations personnelles, de réseaux de relations sociales et d'interconnaissance entre prêteurs et emprunteurs (Caplovitz 1968; Laferté & O'Connell 2015).

* Chercheure à l'Institut français de recherche sur le Japon à la Maison franco-japonaise.

Toutefois, le crédit aux consommateurs (*shōhisha shin.yō* 消費者信用) et la finance personnelle (*shōhisha kin.yū* 消費者金融) au Japon sont longtemps restés un champ d'étude en friche dans le domaine des comparaisons internationales. Si l'essor japonais du crédit à la consommation n'a jamais été traité en français et relativement peu en anglais jusqu'à une période récente, les études en langue japonaise abondent³. Leur faible visibilité internationale s'explique cependant par la difficulté à insérer les problématiques que ce champ de recherche soulève dans les enjeux plus généraux de l'économie et de la société japonaises. La transformation des circuits du crédit aux consommateurs a pourtant fait l'objet de contributions originales et importantes pour analyser l'évolution du capitalisme japonais, compte tenu de la place qu'ils ont occupée dans le secteur du crédit en général et le système financier japonais dans son ensemble, comme cet article souhaite le démontrer⁴.

3. L'histoire du prêt interpersonnel et de son institutionnalisation est l'objet d'une riche littérature alimentée notamment par des revues spécifiques sur le crédit, comme *Shōhisha shin.yō* (消費者信用, *The Consumer Credit Monthly*), éditée par l'Association de recherche sur les affaires financières (Kin.yū zaisei jijō kenkyū-kai 金融財政事情研究会), ou la revue hebdomadaire *Kin.yū zaisei jijō* (金融財政事情, *Financial Affairs* [voir Sala 2015]). Depuis la fin des années 1970, différents organismes privés et associations professionnelles publient régulièrement des statistiques : l'Association des prêteurs du Japon (Nihon kashikingyō-kai 日本貸金業会, Japan Moneylenders Association), qui publie depuis 1978 un livre blanc sur l'activité des établissements de prêt ; l'Association de la finance personnelle du Japon (Nihon shōhisha kin.yū kyōkai 日本消費者金融協会, JCFA [Japan Consumer Finance Association]) ; ou l'Association du crédit aux consommateurs du Japon (Nihon shōhisha shin.yō tōkei 日本消費者信用統計, Japan Consumer Credit Statistics), qui compile et publie des statistiques annuelles sur le marché du crédit global en utilisant les données de la Banque du Japon. Au début des années 2000, plusieurs programmes de recherche portant sur le crédit et l'endettement des ménages ont vu le jour, comme à l'université Waseda (Shōhishakin.yū sābisu kenkyū gakkai nenjō 消費者金融サービス研究学会年状). Enfin, les travaux de Domoto Hiroshi 堂下浩 sont une référence au sein des études disponibles sur l'évolution du marché du prêt personnel non sécurisé. Il a notamment participé au groupe de travail qui a précédé le vote de la loi de réforme de 2006.

4. Le crédit a d'abord été analysé dans le cadre de la complémentarité entre le secteur bancaire et les entreprises (Aoki & Patrick 1994 ; Hoshi & Kashyap 2001 ; Ito 1992). De fait, les courants de recherche dominants des années 1980 aux années 2000 ont partiellement occulté le crédit aux consommateurs, invoquant l'absence apparente d'offre de crédit à la consommation sur le marché bancaire et la spécialisation quasi exclusive

À la fin des années 1950, le marché du crédit aux consommateurs s'est structuré autour de deux secteurs : d'une part, le crédit aux consommateurs sous tutelle du ministère du Commerce extérieur et de l'Industrie⁵, qui concerne entre autres les établissements de vente à tempérament – appelée aussi crédit affecté (*shinpan* 信販)⁶ – et les sociétés de carte de crédit ; d'autre part, la finance personnelle, sous tutelle du ministère des Finances (*Zaimushō* 財務省, MOF [Ministry of Finance]), qui concerne différents types d'établissements spécialisés dans le crédit non affecté. Parmi les produits proposés, les prêts non affectés et non sécurisés (sans garantie et sans apport) sont pourvus par les *sarakin*⁷.

Issue de la contraction des termes *sarari-man* サラリーマン et *kin.yū* 金融 (finance), l'expression populaire *sarakin* サラ金 désigne les prêteurs spécialisés dans le prêt aux salariés. L'essor de ces établissements des années 1960 aux années 2010 illustre l'originalité du processus de construction du marché japonais du prêt non affecté, fondé sur le maintien de pratiques informelles malgré la contractualisation progressive de la relation de crédit. C'est pourquoi cet article propose d'analyser ce processus de formalisation, qui relève de la convergence de trois facteurs : la faiblesse du cadre réglementaire, la dualité de l'économie japonaise et l'évolution de la complémentarité entre les secteurs bancaire et non bancaire. Cet angle d'approche présente un triple intérêt : juridique et politique, socioéconomique et enfin institutionnel.

Du point de vue juridique, politique et moral, les mécanismes de coordination entre les pratiques informelles et contractuelles de crédit reposent

des banques dans le financement des investissements des entreprises (Horioka 1990, 1994). Des historiens ont néanmoins analysé le marché du crédit non bancaire visant les besoins des ménages (Gordon 2011 ; Partner 1999 ; Shibuya 1969, 2001).

5. Depuis 2001, le *Keizai sangyōshō* 経済産業省, anciennement MITI (Ministry of International Trade and Industry), est réorganisé sous le nom de METI (Ministry of Economy, Trade and Industry ; ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie).

6. Les établissements de vente à tempérament ou crédit affecté accordent un crédit pour financer l'achat d'un bien durable et défini dans le contrat (immobilier, automobile, etc.), le vendeur devenant l'intermédiaire entre le client et le prêteur.

7. Les quatre sociétés les plus importantes jusqu'en 2006 étaient Promise, Aiful, Takefuji et Acom. Leur encours de crédit était supérieur à 500 milliards de yens (3,9 milliards d'euros courants).

sur la réglementation du marché des prêts non affectés. En effet, les *sarakin* ont bénéficié, d'une part, de la faiblesse du cadre réglementaire régissant leur activité, d'autre part, comme nous le verrons, de l'existence d'une zone grise des taux d'intérêt légaux. La spécificité de l'encadrement juridique des établissements de prêt non affecté rend difficile la comparaison, voire l'assimilation, souvent simpliste, entre les *sarakin* et les « usuriers du coin », récurrente dans les analyses occidentales. Pareil biais culturel peut expliquer pourquoi les chercheurs en sciences sociales ne se sont guère intéressés à ce champ de recherche ou se sont limités à une approche pénaliste⁸. Or le peu d'études aujourd'hui disponibles sur le cas des *sarakin* est d'autant plus regrettable que ce dernier met particulièrement en évidence les tensions inhérentes au développement de la relation de crédit : en effet, la formalisation de ce système de crédit (devenu, dès les années 1960, plus impersonnel et contractuel) n'a pas empêché la persistance de pratiques informelles.

D'un point de vue socioéconomique, la dualité de l'économie japonaise, caractérisée par la croissance des grandes entreprises d'un côté et le développement des petites et moyennes entreprises de l'autre, a fait l'objet de nombreux travaux⁹ qui soulignent une segmentation du système bancaire pour répondre à la demande de financement de ces deux types d'acteurs. En comparaison, le financement des très petites entreprises, à l'instar du crédit aux ménages, a été beaucoup moins étudié malgré son intérêt¹⁰. Ces acteurs, présentant un risque plus élevé, avaient un accès limité au crédit bancaire et se sont donc principalement financés par le biais du secteur non bancaire. C'est dans ce contexte que le marché du prêt non affecté a prospéré. Les *sarakin*, initialement présents dans une petite niche du secteur non

8. Par exemple, Pons Philippe, *Misère et crime au Japon, du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, Gallimard, collection Bibliothèque des Sciences humaines, 1999.

9. Par exemple, Estévez-Abe Margarita, *Welfare and Capitalism in Postwar Japan*, Cambridge et New York, Cambridge University Press, 2008; Schaede Ulrick, *The "Middle Risk Gap" and Financial System Reform: Small Firm Financing in Japan*, Institute for Monetary and Economic Studies, Bank of Japan, 2004; Yamori Nobuyoshi 家森信善, *Chiiki kin.yū shisutemu no kiki to chūshō kigyō kin.yū* 地域金融システムの危機と中小企業金融 (La crise du système financier régional et le financement des petites et moyennes entreprises), Chikura shobo 千倉書房, 2004.

10. Les travaux de Domoto Hiroshi (2011, 2014, 2016, 2018) notamment montrent les effets induits par la réforme de 2006-2010 sur l'accès contraint au crédit des TPE et des entrepreneurs individuels.

bancaire pour financer les particuliers, ont élargi leur marché en répondant aussi à la demande des très petites entreprises (moins de cinq salariés). Puis, sous l'influence des transformations de la structure économique entraînées par la double crise bancaire et économique (1992-2004), et en tirant parti des difficultés des banques, certains établissements de prêt non affecté sont devenus à la fin des années 1990 des acteurs incontournables de la finance personnelle¹¹. Cet essor conduit à s'interroger sur les stratégies de développement mises en œuvre par ces établissements, comme sur les changements des pratiques monétaires des emprunteurs, à l'épreuve de l'éclatement de la bulle et des transformations du marché du travail dans les années 1990-2000, sur fond de stagnation économique.

Enfin, d'un point de vue institutionnel, en période de crise économique et bancaire, la complémentarité entre banques et établissements de prêt non affecté s'est renforcée. D'une part, la libéralisation financière des années 1990 a conduit à une plus grande formalisation de la relation de refinancement bancaire vers les établissements de prêt non affecté. D'autre part, le remboursement des prêts bancaires des ménages, grâce aux crédits proposés par les établissements de prêt non affecté, constitue un soutien indirect aux banques en période de crise. L'institutionnalisation de cette complémentarité met en valeur les rapports détournés entre la libéralisation financière et l'émergence du problème d'endettement excessif (*tajū saimu mondai* 多重債務問題) face à la crise économique et au manque d'anticipation des pouvoirs publics.

Méthodologiquement, ce travail a été confronté à un problème d'accès aux sources inhérent au sujet traité et à sa temporalité. En effet, il n'existe guère de statistiques officielles sur l'activité des *sarakin* jusqu'en 1978, date à partir de laquelle les rapports annuels de l'Association professionnelle des prêteurs d'argent (Kashikingyō kyōkai 貸金業協会) sont publiés à la demande du ministère des Finances, afin de contrôler ce secteur en pleine expansion. C'est pourquoi nous nous sommes tournés vers les archives de deux grands journaux nationaux, l'*Asahi shinbun* et le *Nihon keizai shinbun* (*Nikkei*). L'*Asahi* est fameux pour avoir dénoncé différents scandales impliquant hommes politiques et industriels influents. Son tirage est massif (huit millions d'exemplaires par jour) et son lectorat est de sensibilité politique

11. Comme en témoigne leur place parmi les dix entreprises japonaises les plus profitables, d'après les classements *Forbes* du début des années 2000.

plutôt de gauche ou centre gauche. Le *Nikkei* a un tirage plus réduit (environ trois millions) et se rattache plutôt à la droite libérale par sa ligne éditoriale et son lectorat. Il propose une information souvent très précise au sujet des entreprises et des décisions de politique économique, à destination notamment des chefs d'entreprises, des cadres supérieurs et des décideurs politiques. Ces deux journaux ont donc été sélectionnés en raison de leur complémentarité éditoriale¹². L'analyse de leurs articles a été organisée autour de la recherche d'informations sur la dimension informelle des pratiques de refinancement des *sarakin* au cours des années 1970 et 1980.

Nous montrerons d'abord comment l'essor des *sarakin* des années 1960 à 1970 reflète la dualité de l'économie japonaise et la structuration de son système bancaire. Puis nous verrons qu'à partir des années 1980, la bancarisation du crédit aux ménages affecte le marché des *sarakin*, qui connaît alors une courte période de stagnation. Nous analyserons ensuite les facteurs qui expliquent la reprise de leur expansion au cours de la décennie perdue (1992-2004), en nous intéressant aux changements de cadre institutionnel induits par la libéralisation financière¹³. Leur nouvel essor dans un contexte de stagnation économique pose ainsi la question de la précarisation financière d'une partie de la société japonaise, engendrée à la fois par l'instabilité du secteur bancaire et par les transformations du marché du travail.

I. L'apparition des *sarakin* et les débuts de la finance personnelle japonaise (1960-1970)

Historiquement, des prêteurs d'argent (*kashikingyōsha* 貸金業者) allouaient des petites sommes d'argent sans garantie et à court terme, en appliquant des taux d'intérêt élevés (Gay 2001 ; Shibuya 2001). Ces modalités de prêt personnel¹⁴ constituent une ressource financière facilement mobilisable

12. En procédant à une recherche à partir du mot « *sarakin* » sur une période allant de 1955 à 2010, nous avons trouvé 168 articles traitant de ce sujet dans le *Nikkei* et 3 869 issus du quotidien *Asahi shinbun*.

13. Yoshikawa Hiroshi, *Japan's Lost Decade*, Tokyo, The International House of Japan, 2001.

14. Ces pratiques sont très répandues en Asie orientale, à commencer par la Chine (voir entre autres l'ouvrage de Bergère Marie-Claire, *Capitalismes et capitalistes en Chine. Des*

dans un moment de difficulté passagère et les taux d'intérêt élevés sont considérés comme des frais à payer pour ce service (Pager & Sheferd 2008). Elles répondent surtout au besoin de crédit des classes populaires et s'insèrent généralement dans une économie locale fondée sur un réseau de relations sociales et d'interconnaissance (Laferté & O'Connell 2015).

1. Le secteur non bancaire et l'essor de la finance personnelle

Le secteur non bancaire de la finance personnelle était principalement composé de sociétés de prêt spécialisées dans le crédit aux petites entreprises (*shōkōron* 商工ロン), de prêteurs journaliers spécialisés dans le crédit pour commerce de détail, petites entreprises de moins de cinq personnes et restaurants (*nippu kin.yū* 日賦金融)¹⁵, et des *sarakin*¹⁶. Des activités plus traditionnelles de prêt non bancaire sont également exercées par les prêteurs sur gage (*shichiya* 質屋¹⁷) et les prêteurs de quartier (*machi kin.yū* 町金融), mais la taille de leur marché a considérablement diminué après-guerre (Shibuya 2001).

L'accès au crédit dépendait grandement du statut des travailleurs. En effet, les travailleurs permanents pouvaient bénéficier au sein de leur entreprise de prêts à taux d'intérêt privilégiés, parmi les « avantages hors salaires » que garantissait une carrière longue¹⁸. Ainsi, les entreprises proposaient aux employés réguliers des avances de salaire ou des prêts personnels à taux d'intérêt bas pour les aider à financer leur mariage, l'achat d'une maison ou l'éducation de leurs enfants (Poterba & Noguchi 1994). Il semble à ce titre qu'elles aient devancé les banques, qui n'avaient pas encore développé de

origines à nos jours, Paris, Perrin, 2007).

15. Il s'agit de prêts de petites sommes dont la durée d'emprunt est limitée à cent jours.

16. Selon une enquête conduite en 2009, 16 % des PME et TPE au capital inférieur à 2 millions de yens (environ 17 000 euros pour un taux de change 1 euro = 125 yens) étaient financées grâce aux *sarakin*; 23 % sont des affaires individuelles, ce qui tend à démontrer que plus la taille de la structure est petite, plus la part de financement dépend du marché des *sarakin* (Domoto 2011).

17. En réponse à la généralisation du salariat dans les années 1960, plusieurs prêteurs sur gage ont d'ailleurs adapté leur activité, se transformant en *sarakin*.

18. Comme cela est décrit dans l'ouvrage de Thomann Bernard, *Le Salarié et l'entreprise dans le Japon contemporain*, Paris, Indes savantes, 2008.

produits financiers pour les ménages. Les *sarakin* se sont dès lors spécialisés dans le financement des loisirs, en proposant des prêts de petites sommes que n'offraient ni les entreprises, ni les banques¹⁹. Bien qu'il ne représentât à l'origine qu'un des segments du crédit non bancaire, ce marché a connu une croissance remarquable à partir des années 1960, le démarquant des autres acteurs.

En gageant simplement le futur salaire de l'emprunteur, sans demande d'apport ni autre garantie, ce type de prêt a connu un développement exceptionnel, grâce aux assurances implicites fournies par le faible taux de chômage, la stabilité du marché de l'emploi et la croissance des salaires : les coûts d'évaluation du risque associé à l'emprunteur s'en voyaient réduits d'autant. Les *sarakin* ont donc élargi leur marché en profitant de la salarisation, de la croissance économique, de l'essor de la société des loisirs, et d'un cadre réglementaire relativement favorable à leur expansion.

2. Genèse de la réglementation du marché des *sarakin*

L'encadrement juridique et législatif du marché du prêt non affecté se caractérise par une réglementation peu contraignante et une zone dite grise des taux d'intérêt. Jusque-là régie par la loi de 1877 et des dispositions réglementaires relatives à l'application des taux d'intérêt, l'activité des prêteurs d'argent passe sous le contrôle du ministère des Finances suite à la nouvelle loi de Réglementation du secteur financier (*rinji kinri chōsetsu hō* 臨時金利調整法) promulguée en 1949²⁰. Désormais soumis à un examen, les prêteurs ne peuvent plus exercer leur activité sans avoir reçu au préalable une

19. *Puromisu sanjūnen shi* プロミス30年史 (L'histoire de l'établissement de prêt Promise), Tokyo, Puromisu shuppansha プロミス出版社, 1994.

20. Jusqu'en 1939, la réglementation appliquée au secteur financier (*kin.yūgyō torishimari kisoku* 金融業取締り規則) dépendait de l'agence de Police, car elle était considérée comme une mesure de paix sociale. En 1947, la nouvelle réglementation (*kin.yūgyō torishimari kisei* 金融業取締り規制) ne dépend plus de l'agence de Police mais des départements, qui délivrent les autorisations d'exercice de l'activité de prêt. Les établissements de prêt peuvent aussi être membres de l'Organisation des coopératives financières (Kin.yūgyō kumiai 金融業組合). Cependant, ce système ne dure que quelques mois, soumis à plusieurs changements après le vote de la loi de 1949. Cette dernière s'inscrit dans une tendance générale à la réforme du secteur de la finance en vue de sa « démocratisation » (ou popularisation, *minshuka* 民主化).

autorisation officielle, sous peine d'amende. Or, faute de moyens, les examens restent insuffisants et la loi partiellement appliquée. En 1954, selon les chiffres du bureau des Banques, 7 013 prêteurs individuels et 6 792 officines de prêt sont déclarés²¹. En réalité, beaucoup exerçaient sans autorisation, et sans apparaître dans les chiffres officiels : en 1965, leur nombre est estimé à 90 000 ; dans les années 1970, à près de 150 000, alors que le ministère des Finances n'en recense que 50 000²². Dans cette mesure, deux tiers des prêteurs en exercice échappaient au contrôle des autorités publiques.

Si les *sarakin* ont donc pu développer un marché très lucratif en l'absence de réglementation contraignante et claire, ils ont aussi bénéficié de ce que l'on appelle la « zone grise » des taux d'intérêt. Depuis 1954, deux lois définissent le cadre légal d'application des taux d'intérêt : la loi d'Encadrement des taux d'intérêt (*risoku seigen hō* 利息制限法), régie par le Code civil, plafonne les taux d'intérêt à 20 % ; la loi sur les Investissements (*shusshi hō* 出資法), régie par le code pénal, les limite quant à elle à 109,5 %. Le dépassement du taux plafond fixé par la loi d'Encadrement des taux d'intérêt limite n'entraîne aucune sanction, contrairement au dépassement du taux plafond fixé par la loi sur les Investissements. Entre ces deux lois se déploie donc une zone grise législative, où des taux d'intérêt allant jusqu'à 109,5 % peuvent être appliqués (fig. 1). La menace de procès au civil se révèle alors trop faible pour juguler les pratiques des *sarakin*.

Dans le contexte d'élévation du niveau de vie des ménages et de montée du consumérisme caractéristique des années 1960, la croissance des prêts proposés par les *sarakin* repose ainsi sur leur capacité à exercer leur activité en dehors de règles claires, sans pour autant être passibles de poursuite en cas d'abus, grâce à la faiblesse du cadre réglementaire et plus particulièrement au maintien de cette zone grise.

21. *Puromisu sanjūnen shi*, *op.cit.*

22. *Ibid.*

Fig. 1

La zone grise des taux d'intérêt de 1954 à 2010.

Source : Kin.yūchō 金融庁 (Agence financière, FSA [Financial Services Agency]) 2010.

À partir des années 1970, la croissance du marché des prêts non affectés se caractérise par l'essor de certains *sarakin*, qui se transforment bientôt en établissements de prêt de taille plus importante, sur le modèle des *Consumer Finance Companies* nord-américaines (voir infra) ; mais aussi par la criminalisation d'une autre partie des prêteurs. En effet, le premier choc pétrolier met un terme à la période de Haute croissance, et renforce par là-même la dualisation du marché. L'augmentation du nombre de prêteurs est telle que le *sarakin mondai* サラ金問題 (problème des *sarakin*) devient un enjeu récurrent de débat public. Cette expression recouvre à la fois les pratiques abusives de certains prêteurs (harcèlement, violence, menace, cumul de crédits) enfermant les emprunteurs dans une spirale d'endettement insurmontable et les pratiques criminelles de certains emprunteurs endettés (braquages, vols, meurtres). La presse se met à dénoncer régulièrement les profits considérables réalisés par les *sarakin* ainsi que l'augmentation du

nombre de « mauvais prêteurs²³ ». Entre 1979 et 1983, les grands quotidiens nationaux font aussi très souvent le lien entre les *sarakin*, les fraudeurs et les crimes commis par les emprunteurs insolvables, en s'appuyant sur les données fournies par l'agence de Police, ou en évoquant les dettes de jeu des emprunteurs. La médiatisation de l'expression *sarakin mondai* a donc joué un rôle décisif dans la reconnaissance de la criminalisation des *sarakin* et, plus largement, du marché du prêt non affecté.

L'essor du marché des prêts non affectés se caractérise enfin par le rôle de refinancement des *sarakin* que jouent les banques et les organismes financiers, illustrant encore l'ambiguïté du cadre institutionnel jusque dans les années 1980.

3. Le refinancement bancaire informel des *sarakin*

Malgré la réglementation et la segmentation bancaires entrées en vigueur après-guerre, les banques ne sont pas restées à l'écart de l'essor du crédit aux ménages. Elles ont refinancé des établissements de crédit non bancaire parfois en marge du droit, contre l'interdiction du ministère des Finances²⁴. À partir des années 1970, alors qu'elles disposent de liquidités de plus en plus abondantes, le prêt non affecté leur offre une nouvelle opportunité de marché. En outre, les taux d'intérêt appliqués sont nettement supérieurs à ceux consentis aux entreprises. Dès 1978, plusieurs articles de presse mentionnent ce circuit informel de financement, pour souligner la contradiction entre le rôle d'utilité sociale des banques et leur relation avec des *sarakin* aux pratiques parfois abusives²⁵. En juin 1978, l'un d'eux révèle les

23. Pour ne donner qu'un exemple, l'édition de l'*Asahi shinbun* du 27 avril 1978 contient un article dans la rubrique intitulée « Sarakin kore de ii no ka » サラ金これで良いのか (Les *sarakin* : jusqu'où peut-on encore aller?), p. 23.

24. *Shōhisha shin.yō no arikata nitsuite. Kin.yū seido chōkai senmon iinkai hōkoku* 消費者信用の在り方について—金融制度超会専門委員会報告 (Les particularités du crédit aux consommateurs au Japon, publication du comité d'experts des analyses du système financier), Zaikei shōhōsha 財経詳報社, 1987.

25. *Asahi shinbun*, 8 mars 1978, édition du matin, p. 5. En ce qui concerne le rôle social de la banque, voir Barbot (2010) : « la vocation du secteur bancaire s'apparente à une mission d'utilité sociale dans la mesure où ses différentes activités servent l'ensemble de l'économie, dont tout un chacun est bénéficiaire. La notion d'utilité sociale peut paraître exagérée [...]. Mais si l'on considère la spécificité du métier et les externalités

financements octroyés par la banque Mitsubishi à l'établissement de prêt Maruito (filiale de l'établissement de prêt Acom), provoquant le 2.22 *jiken* 2.22事件 (incident 2.22) en référence à la date du versement de 8 milliards de yens, le 22 février 1978²⁶. Il précise également que, d'après des enquêtes réalisées à la demande du ministère des Finances, 40 à 80 % des sources de refinancement des *sarakin* proviennent des établissements bancaires et financiers²⁷.

En réaction à « l'incident 2.22 », le ministère des Finances émet des directives (*tsūtatsu* 通達) visant les banques qui maintiennent leur financement en dépit des avertissements. Un article de juillet 1978 du quotidien *Asahi* détaille les sources de financement des *sarakin* : elles proviennent des banques et des organismes financiers, mais aussi des particuliers (femmes au foyer, fonctionnaires retraités, etc.) que leurs gestionnaires de portefeuilles ou les compagnies d'assurance-vie encouragent à faire des « investissements qui rapportent²⁸ », rémunérés entre 15 et 50 % par an. D'après l'article, la majorité des investisseurs ne savaient pas que ces transactions étaient illégales²⁹.

Ce marché secondaire donnait donc aux établissements de prêt non affecté un accès aux capitaux, en proposant aux investisseurs une rémunération plus attrayante que les taux standards. En dirigeant ainsi l'épargne des ménages vers le refinancement de *sarakin* capables d'appliquer des taux d'intérêt élevés, les compagnies d'assurance-vie, les banques et les organismes financiers sont devenus des acteurs majeurs du marché de la dette. En 1985, le montant total de financement attribué par les établissements bancaires au secteur des prêts non bancaires est évalué à 2 000 milliards de

produites par le système bancaire, on s'aperçoit qu'il sert un intérêt collectif qui dépasse largement l'utilité privée qu'en retirent les banques et leurs clients. Cette utilité sociale de la banque peut se lire en creux lorsque le système bancaire se paralyse ».

26. *Asahi shinbun*, 30 mars 1978, édition du matin, p. 4 (pleine page).

27. *Ibid.*

28. *Asahi shinbun*, 13 juillet 1978, édition du matin, p. 4, rubrique finance (*shikin* 資金).

29. Selon la loi sur les Investissements, il est interdit aux personnes physiques et morales, en dehors des banques et des organismes financiers, de financer ces établissements de prêt (*Asahi shinbun*, 14 juillet 1978, édition du matin, p. 4, rubrique finance).

yens (16,6 milliards d'euros courants³⁰), dont 708 milliards de yens (5,9 milliards d'euros courants) aux *sarakin*³¹.

En conséquence, la particularité de l'essor des *sarakin* ne se réduit pas à sa dimension criminelle : elle relève de la complémentarité informelle entre le secteur non bancaire et les secteurs bancaire et financier, telle qu'entretenue par les structures de l'économie et de la finance depuis la première vague d'industrialisation du Japon à la fin du XIX^e siècle (Sala 2015). Elle aboutit à la formation d'un marché très lucratif dans les années 1960 et 1970, grâce à la conjugaison de plusieurs facteurs : croissance économique, faible taux de chômage, hausse des niveaux de revenu, présence importante des petites entreprises et des entrepreneurs individuels, et réglementation rigide imposée aux banques.

(en milliards de yens)

Fig. 2

Progression du marché du crédit à la consommation par rapport aux dépenses des ménages et au produit national brut (PNB).

Source : Keizai kikakucho 経済企画庁 (Agence de planification économique) 1987.

30. Au taux de change de 2019 : 1 euro = 120,15 yens ; ou 72,8 milliards de francs selon le taux de change de 1985 : 1 franc = 27,478079 yens.

31. *Ibid.*

Dans les années 1970, la montée en puissance des *sarakin* traduit plus généralement celle de l'ensemble du marché non bancaire (fig. 2). À partir des années 1980, la hausse significative de l'encours total des crédits aux ménages suscite l'intérêt des banques et engendre un premier processus de bancarisation de l'offre de crédit aux ménages, dont la part était jusqu'alors faible. En effet, quand à la même époque les produits de crédit les plus diffusés aux États-Unis sont les crédits immobiliers et les cartes de crédit bancaires, les crédits non bancaires sont à l'origine de 80 % de la dette des ménages japonais³², dont le ratio de dette sur revenu passe en outre de 80 à 120 % durant les années 1980. Pour comprendre la progression de l'endettement des ménages, il est donc intéressant d'examiner l'influence des banques dans l'essor du marché du crédit aux ménages.

II. L'incursion des banques sur le marché de la finance personnelle pendant « l'économie de la bulle » (1981-1991)

En 1981, le ministère des Finances envisage la déréglementation du secteur bancaire et procède à la première révision de la loi bancaire, afin d'autoriser l'entrée des banques sur le marché du crédit aux ménages et des crédits immobiliers (Brown 1999 ; Amyx 2002). En conséquence, l'activité des *sarakin*, dont la part de marché représentait 14 % du marché total des prêts non affectés jusqu'aux années 1980, connaît un ralentissement notable (fig. 3). Cela se conjugue à l'entrée en vigueur de la première loi de Réglementation des prêteurs (*kashikingyō hō* 貸金業法) en 1983³³.

32. *Asahi shinbun*, 31 mai 1983, édition du matin, p. 1 (interview du président de l'établissement de prêt Promise).

33. *Asahi shinbun*, 1^{er} août 1983, édition du matin, p. 11 ; *Nikkei*, 22 décembre 1983, p. 5.

Fig. 3

L'évolution du marché total du crédit aux consommateurs, 1976-2010.

Réalisation : Adrienne Sala 2019.

Source : Nihon shōhisha shin.yō tōkei, statistiques de 1976 à 2010.

La libéralisation des secteurs bancaire et financier affecte également le marché non bancaire en diminuant l'intérêt qu'ont les banques à maintenir leurs relations avec les *sarakin*. En résulte le renforcement de la concurrence entre les différents acteurs sur les segments à fort potentiel de croissance, comme la carte de crédit et le prêt non affecté³⁴.

Notons que la croissance rapide des crédits aux ménages répond aux objectifs de la politique économique des gouvernements japonais des années 1980³⁵,

34. Les grands magasins ont participé à cette dynamique en proposant des cartes de crédit pour fidéliser leur clientèle (Gordon 2011). Le ministère des Postes et des Télécommunications (Yūseishō 郵政省) a encouragé le développement du prêt sécurisé pour faire face à la concurrence des banques et maintenir la popularité des comptes épargne postaux (Alexander & Kong 1989).

35. Tels qu'ils sont mentionnés dans le rapport Maekawa (1986), conformément à la politique économique et industrielle conduite par le Premier ministre Nakasone Yasuhiro 中曾根康弘 visant à réduire la dépendance de l'économie japonaise aux exportations.

à savoir stimuler la consommation intérieure et diminuer le taux d'épargne des ménages. Cet essor résulte surtout de la volonté de diversification des banques et des grandes entreprises, qui ont accumulé des réserves de liquidité importantes³⁶ : elles trouvent dans le développement des produits de crédit une source de profit tirée de taux d'intérêt attractifs et des frais de services³⁷. En l'espace d'une décennie, le marché japonais des crédits aux ménages a progressé nettement, à un rythme certes en-deçà des taux de croissance américains (fig. 4). Cela témoigne cependant de la formation de l'économie de la bulle, comme de son gonflement exceptionnel à partir de la seconde moitié des années 1980.

Fig. 4

La progression des taux de croissance du marché du crédit au Japon et aux États-Unis, 1976-1986.

Source : Keizai kikakuchō 1987.

36. En réponse aux deux chocs pétroliers, beaucoup d'entreprises ont eu recours à l'auto-financement pour éviter de s'endetter auprès des banques et ainsi se prémunir contre les risques engendrés par une nouvelle période d'instabilité économique. Cela explique qu'avec le retour de la croissance économique au début des années 1980, les entreprises japonaises détenaient une forte épargne consolidée par l'appréciation du yen et une inflation croissante.

37. Le cas du groupe Saison est représentatif de ces entreprises. La création de sa filiale Seibu Credit Company lui permet d'émettre des cartes de crédit, comme la Seibu Saison Credit Card distribuée à 5,5 millions d'unités en 1987.

Ainsi, les changements institutionnels et réglementaires intervenus dans les années 1980 ont soumis l'activité des *sarakin* à une concurrence accrue de la part des banques mais aussi des conglomérats spécialisés dans la distribution. Paradoxalement, cette formalisation du marché des crédits aux ménages n'implique pas un contrôle plus efficient de l'offre de prêt non affecté, encore moins son assainissement. On assiste à l'inverse à une progression de l'endettement des ménages, comme des PME confiantes dans les perspectives de croissance. Stimulées par une politique monétaire accommodante ayant favorisé l'augmentation de la liquidité (Lechevalier & Monfort 2016 : 34), mais aussi par le manque de techniques d'évaluation du risque (Hatcher 1999), les banques ont prêté sans restriction en entrant sur le marché de la finance personnelle et du prêt immobilier. Face à cette concurrence acharnée, les *jūsen* 住専 (filiales de grandes institutions financières spécialisées dans le crédit immobilier, ou coopératives immobilières) se sont elles aussi tournées vers des emprunteurs de plus en plus risqués³⁸. L'émergence du problème des *jūsen* (*jūsen mondai* 住専問題) va de pair avec le contournement à plusieurs reprises des directives gouvernementales par les banques. Elles ont notamment redirigé la demande de crédit immobilier qui leur était adressée vers les *jūsen* qu'elles refinaient de manière informelle (Amyx 2002). Contrairement aux objectifs de la politique conduite sous l'égide du ministère des Finances³⁹, l'entrée des banques sur le marché du crédit aux ménages a donc aggravé la vulnérabilité financière d'une partie des emprunteurs et des prêteurs.

38. Après l'éclatement de la bulle, l'ampleur des prêts non performants détenus par ces établissements provoque le scandale des *jūsen* en 1995, entraînant les banques, le ministère des Finances et le Parti libéral-démocrate dans un long processus de négociation pour trouver une issue au problème des prêts non performants (Brown 1999; Amyx 2002).

39. *Ibid.*

III. Le rebond des *sarakin* en période de crise économique et de précarisation financière

Avec l'éclatement de la bulle, de nombreux cas de faillite personnelle causée par un cumul de crédits sont relayés dans la presse⁴⁰. Les banques réagissent en se retirant du marché du prêt aux ménages. Le taux de croissance de la consommation des ménages décélère alors pour la première fois depuis l'après-guerre et génère un ralentissement de la demande de crédit affecté⁴¹. En revanche, les acteurs du prêt non affecté, *sarakin* et *shōkōron*, développent de façon agressive leur offre de crédit pour contourner les effets de la baisse des taux d'intérêt plafonds au seuil de 40,004 % en 1991 (fig. 1). Précisons qu'aucune mesure de contrôle ni de supervision supplémentaire ne fut appliquée aux établissements de prêt non affecté. Toutefois, par contraste avec la période précédente, seuls quelques *sarakin* tirent leur épingle du jeu et entament une nouvelle phase de croissance. Il s'agit des principaux établissements de prêt, dits *ōte shōhisha kin.yū gaisha* 大手消費者金融会社 : Promise, Aiful, Takefuji et Acom. La qualification des prêteurs en fonction de leur taille, fondée sur l'encours de crédit, est définie par l'Association professionnelle de la finance personnelle (Shōhisha kin.yū kyōkai 消費者金融協会). Dans les années 1980, les prêteurs qualifiés de « principaux établissements de prêt » devaient avoir un encours de crédit de 100 milliards de yens (780 millions d'euros) ; à partir des années 1990, entrent dans cette catégorie les établissements dont l'encours de crédit est supérieur à 500 milliards de yens (3,9 milliards d'euros). La modification de ce critère reflète l'ampleur de leur croissance, qui constitue un phénomène propre aux années 1990. Alors que les petits prêteurs peinent à contourner les effets des révisions successives de la réglementation des taux d'intérêt, en 1991 puis en 2000⁴² (qui se juxtaposent aux répercussions de la crise économique et bancaire), ces quatre établissements parviennent à dominer le secteur du prêt non affecté, désormais oligopolistique, en appliquant une

40. Par exemple, l'article de l'*Asahi shinbun* du 17 octobre 1991 évoque les faillites personnelles causées par un excès de crédit par carte, les faillites des entreprises dans le secteur de l'immobilier étant présentées dans un article du 20 octobre 1991.

41. Nihon shōhisha shin.yō tōkei, statistiques de 1991 à 2010.

42. La révision de la loi sur les Investissements en 2000 fixe le plafond des taux d'intérêt maximum à 29,2 %, tout en maintenant la zone grise.

stratégie centrée sur le volume de crédit, et consolidée par un réseau informel de prêteurs.

1. Les stratégies de développement des principaux établissements de prêt

Les principaux établissements de prêt prospèrent en premier lieu grâce à une stratégie de volume, qui repose sur un large réseau de distribution du crédit, des sources de refinancement à bas taux et une communication agressive. Ces établissements ont pu en outre étendre leur couverture géographique dans tout le Japon grâce à la mise en place d'un système de contrat de crédit automatisé, qui permet des transactions discrètes, faciles et rapides *via* des guichets automatiques⁴³. Ce système de distribution inédit⁴⁴ favorise l'augmentation du nombre de comptes clients et une réduction des coûts.

De plus, les principaux établissements de prêt ont surmonté les effets attendus de la baisse des taux d'intérêt en exploitant les opportunités de marché créées par les politiques de déréglementation des télécommunications des années 1990, tirant ainsi avantage des innovations technologiques (communications à distance, informatique). Leur croissance sans précédent s'appuie enfin sur des dispositifs assurant leur complémentarité avec le secteur bancaire, à un moment où le gouvernement poursuit des politiques de libéralisation financière.

43. Acom en particulier a développé une stratégie autour des distributeurs automatiques qui garantissent une transaction anonyme, tout en personnifiant ces machines : un nom leur est attribué afin d'instaurer un cadre de confiance, ce qu'illustre le système de contrat appelé *mujin-kun* 無人君, qui signifie littéralement « Monsieur personne ». Au début des années 1990, Acom comptait 1 000 agences de crédit (réparties entre agences avec employés et agences automatisées) ; en 2004, on compte 1 745 machines de contrat réparties entre 324 agences avec des guichets personnalisés et 1 461 agences automatisées.

44. Il est décrit dans l'*Asahi shinbun* comme l'un des facteurs de la hausse de l'endettement insoutenable, d'abord dans un article du 17 novembre 1996, puis dans un article du 6 janvier 1997, qui rapporte pour sa part les critiques émises par les organisations de citoyens contre le système des machines *mujin*. Enfin, deux autres articles, publiés les 19 et 27 mars 1997, dépeignent à nouveau la « face cachée » des machines *mujin*, en insistant sur les cas d'endettement excessif.

2. La formalisation du refinancement bancaire et la financiarisation des principaux établissements de prêt

La politique de déréglementation et de libéralisation financière a rendu possible la diversification des sources de refinancement des établissements de prêt non bancaire. En 1993, le gouvernement Hosokawa lève la restriction imposée à ces établissements, les autorisant à entrer sur les marchés boursiers. Le ministère des Finances encourage la baisse des taux d'intérêt des crédits en facilitant l'accès des principaux établissements de prêt à des sources de refinancement à bas taux contrôlés. L'accès au marché financier vise aussi à améliorer la transparence des établissements de prêt, grâce à la publication de rapports d'activité à destination des investisseurs et des actionnaires externes. En 1994, Promise devient le premier établissement de prêt non bancaire coté à la bourse de Tokyo, bientôt suivi par ses homologues : tous ont cependant maintenu leurs relations financières avec les banques qui, en raison des taux d'intérêt bas qu'elles proposent (entre 1,70 et 2,5 %), restent leurs premières sources de refinancement. La complémentarité institutionnelle de ces deux acteurs se trouve ainsi renforcée, évoluant vers une plus grande formalisation. Ces relations sont néanmoins très mal perçues par l'opinion publique. En effet, les principaux établissements de prêt ont pu réaliser des bénéfices surtout grâce à l'application de taux d'intérêt toujours élevés, alors qu'ils bénéficiaient d'un accès au financement bancaire à taux bas, en comparaison des petits prêteurs contraints à l'autofinancement. Ces différences d'accès au refinancement, combinées au déploiement de leurs stratégies de vente agressives, creusent donc l'écart avec les autres prêteurs.

Au début des années 1990, l'encours de prêt non affecté totalise 3 000 milliards de yens (24,97 milliards d'euros courants⁴⁵), soit 4,9 % du marché total des crédits aux ménages, puis 9 000 milliards de yens en 2000 (74,9 milliards d'euros courants⁴⁶), soit 13,6 % du marché (JCFA 2001). En parallèle, les compagnies de crédit américaines commencent à gagner des parts de marché significatives par le biais des fusions-acquisitions et des

45. Au taux de change de juillet 2019 : 1 euro = 120,15 yens ; ou 118 milliards de francs selon le taux de change en 1992 : 1 franc = 25.418542 yens.

46. Au taux de change de juillet 2019 : 1 euro = 120,15 yens ; ou 87,6 milliards d'euros selon le taux de change en 2000 : 1 euro = 102.78 yens.

prises de capital. Par exemple, GE Capital Corporation acquiert la société de crédit Lake quand, en 2000, City Group devient un acteur majeur grâce à l'acquisition de plusieurs établissements de prêt. Ces acteurs émergents projettent surtout d'investir dans le marché de la carte de crédit, encore peu développé par rapport à la taille du marché des prêts non affectés. Cependant, l'encadrement réglementaire n'assure toujours pas un contrôle suffisant des pratiques des prêteurs, ne prévenant pas non plus le risque de cumul de crédits. De plus, au début des années 2000, la généralisation de la vente sur Internet et l'usage de la téléphonie mobile soulèvent de nouvelles questions de protection des données et de gestion des informations personnelles, et exigent la création de systèmes de sécurisation des paiements. En leur absence, les cas de fraudes se répandent, et retardent la diffusion des cartes de crédit bancaires au Japon⁴⁷. Par ailleurs, plusieurs prêteurs profitent de ces nouveaux systèmes de paiement et des failles de la loi pour exploiter les informations personnelles, proposant aux personnes déjà endettées des crédits à des taux d'intérêt au-delà du plafond fixé à 29,2 % (fig. 1). L'irruption de ces prêteurs illégaux est à l'origine du phénomène des *yamikin* (闇金 ou ヤミ金), signifiant littéralement le « prêt au noir ». En juillet 2004, le vote de la loi de Mesures contre les usuriers (*yamikin.yū taisaku hō* ヤミ金融対策法) a pour objectif de consolider le système des licences professionnelles par un examen précis de l'identité des prêteurs, du capital de départ, puis par un contrôle régulier une fois la licence obtenue. Par la suite, une grande loi de réforme entre en vigueur en 2006⁴⁸ pour reconfigurer l'ensemble du marché des crédits aux ménages. Si le motif principal en est la lutte contre leur endettement excessif et les faillites personnelles, elle a aussi un impact majeur sur les établissements de prêt non affecté : pour la plupart, ils font faillite en l'espace de quelques années, laissant ainsi la part belle aux banques (Sala 2019).

La stratégie de volume poursuivie par les principaux établissements de prêt a certes soutenu la croissance du marché des prêts non affectés jusqu'au début des années 2000, mais elle a aussi posé le problème du cumul de

47. Selon les chiffres de l'Association de l'industrie du crédit aux consommateurs, les fraudes liées à l'usage de la carte de crédit représentaient, en 1997, 6 % des fraudes répertoriées, alors qu'en 2003, elles en représentent plus de 60 %.

48. *Kaisei kashikingyō hō* 改正貸金業法 2006-2010.

crédits chers et d'accès facile (*tajū saimu mondai* 多重債務問題). La quantité de crédit n'était pas limitée et rien dans le contrat ne mettait en garde les emprunteurs contre le risque de surendettement. Les principaux établissements de prêt ont également eu recours à la diffusion de messages publicitaires à des heures de forte audience, pour promouvoir la rapidité de la transaction et accessibilité du crédit, sans évoquer la responsabilité que cela engage. Enfin, la multiplication des crédits contractés auprès de prêteurs en marge du droit, pour rembourser l'établissement de prêt initial, est un autre facteur important de surendettement par cumul de crédits.

Ce que nous avons vu jusqu'ici met en question la capacité des autorités publiques, en particulier du ministère des Finances et des organes de contrôle qui lui sont rattachés, à anticiper l'impact de la libéralisation financière sur le secteur non bancaire, spécialisé dans l'offre de crédit aux catégories les plus vulnérables de la société. Or celles-ci sont particulièrement exposées aux conséquences de la stagnation économique, de la crise bancaire (1997-2004) et de la montée de l'instabilité sur le marché du travail.

3. L'endettement auprès des *sarakin*, révélateur de la précarisation financière ?

Depuis la seconde moitié des années 1990, le ratio de dette sur revenu des ménages japonais est stable malgré la crise économique, oscillant entre 120 et 130 %. Toutefois, le ratio de dette pour les hauts revenus varie en moyenne de 60 à 80 % alors qu'il se situe entre 110 et 120 % pour les bas revenus (Lebarz 2015). Au niveau agrégé, cette stabilité de l'endettement des ménages japonais repose entre autres sur la désépargne, qui les aide à maintenir plus ou moins leur niveau de consommation et à rembourser leurs dettes sans emprunter davantage (fig. 5).

Fig. 5

La part de la dette correspondant au revenu disponible des ménages.

Réalisation : Adrienne Sala 2019.

Source : Kokumin keizai keisan nenji suikei 国民経済計算年次推計
(Cabinet du Premier ministre), données de 1996 à 2005.

La baisse nationale des taux d'épargne des ménages corrobore ces hypothèses. En effet, les baisses significatives qu'on constate en 1998 et en 2001 (fig. 6) ne sont pas uniquement liées au facteur tendanciel du vieillissement de la population, comme l'affirment les études officielles du Cabinet du Premier ministre. La population japonaise a désépargné au cours de la longue période déflationniste des années 1990-2000 parce qu'elle a vu baisser son niveau de revenu et son pouvoir d'achat (Kobayashi & Ono 2010). Plusieurs économistes nuancent par ailleurs le niveau apparemment élevé d'endettement des ménages. Pour Horioka (2013) par exemple, leur ratio de dette sur revenu est plus élevé que le niveau réel d'endettement, parce que les statistiques prennent en considération les données du secteur non bancaire sans distinguer l'endettement des ménages de celui des entrepreneurs individuels. Il montre aussi que leur niveau agrégé de richesse demeure élevé (actifs, patrimoine immobilier), témoignant de leur bonne santé financière. Nous pouvons ainsi constater qu'au niveau agrégé les analyses ne rendent pas compte de l'endettement insoutenable qui touche les parties les plus vulnérables de la société japonaise.

Fig. 6

La progression des taux d'épargne et de l'endettement des ménages.

Réalisation : Adrienne Sala 2019.

Source : Nihon shōhisha shin.yō tōkei, statistiques de 1996 à 2005.

En effet, bien que les établissements de crédit non bancaire répondent aussi au besoin de financement des entrepreneurs individuels et des petites entreprises, on observe à partir de la seconde moitié des années 1990 une augmentation constante de l'encours des prêts aux ménages et une diminution des prêts aux entreprises, selon les statistiques annuelles tirées du *Kashikingyō kyōkai hakusho* 貸金業協会白書 (Livre blanc de l'Association des prêteurs, fig. 7). Cette tendance traduit d'abord la concentration de l'offre de prêt par les principaux établissements spécialisés dans le crédit aux ménages. Ensuite, la multiplication des faillites chez les petites et moyennes entreprises pendant la crise économique et bancaire explique la diminution de l'encours de leurs prêts. Par ailleurs, les bas revenus constituent la catégorie la plus représentée parmi les emprunteurs de crédit non affecté (fig. 8). En effet, une grande partie des emprunteurs ont un revenu inférieur à quatre millions de yens (environ 31 000 euros), voire à deux millions de yens (environ 15 500 euros) pour 14 % d'entre eux, près du seuil de pauvreté.

(en milliards de yens)

Fig. 7

L'évolution de l'encours total de crédit sur le marché non bancaire, 1985-2008.

Réalisation : Adrienne Sala 2019.

Source : *Kashikingyō kyōkai hakusho*, données de 1986 à 2008.

Les données pour l'année 1998 ne sont pas disponibles dans les rapports consultés.

Fig. 8

La répartition de la demande de crédit par niveau de

revenu annuel. Réalisation : Adrienne Sala 2019.

Source : Shōhisha kin.yū rengō-kai 消費者金融連合会
(Association de la finance personnelle) 2004.

Selon les données de la Cour suprême, la quasi totalité des déclarations de faillite personnelle entre 1998 et 2004 serait liée à une situation d'endettement insoutenable résultant d'un cumul de crédits chers auprès d'établissements de prêt non affecté. Précisons que, si le nombre de déclarations de faillite personnelle demeure faible au Japon (il atteint son pic en 2004 avec 240 000 déclarations, ce qui est comparable à la France), la hausse rapide des déclarations entre 1998 et 2004 suit l'entrée en application d'une nouvelle loi destinée à en faciliter les procédures⁴⁹.

Parce qu'il concerne surtout les classes populaires, le cumul de prêts à taux d'intérêt élevé et faciles d'accès – qui a entraîné une situation d'endettement insoutenable au cours des années 1990 – constitue bien un instrument de mesure de la précarisation financière, comme l'affirment certaines analyses sur la montée des inégalités (Tachibanaki 2016). S'attachant à révéler des processus distincts entre Japon et États-Unis⁵⁰, elles montrent que la double crise économique et bancaire des années 1990 a creusé les inégalités par le bas, aggravant la précarité des travailleurs non permanents et des bas salaires. Le surendettement de ménages japonais majoritairement issus des classes populaires peut donc être considéré comme l'une des conséquences majeures de la crise des années 1990.

Conclusion

Comme on a pu le montrer, utiliser le binôme formel-informel pour décrire le développement de la finance personnelle et la relation de crédit reste peu pertinent : la formalisation imposée par des réglementations officielles n'empêche pas les pratiques abusives, certains acteurs comme les grandes

49. Ce qui laisse entrevoir un écart entre la réalité économique et financière d'une partie de la société japonaise et les outils disponibles pour la mesurer. On peut mentionner ici les cas de suicide pour dettes, dont les données ont été élaborées par les avocats de la fédération Nichibenren, concernés par la défense des intérêts des emprunteurs, afin d'évaluer l'ampleur du phénomène lié à l'endettement excessif (Nichibenren 1999, 2001).

50. Pour le dire simplement, dans la société nord-américaine, les inégalités se sont creusées à la fois par le haut et par le bas, c'est-à-dire par l'enrichissement des 0,1 % les plus riches d'un côté et l'érosion du revenu des classes moyennes et précaires de l'autre, ce dont témoignent plusieurs recherches sur le surendettement (Iacoviello 2008).

banques, plus proches des classes dirigeantes que les *sarakin*, ayant largement contribué au maintien des acteurs informels lorsque cela servait leurs objectifs de croissance. En outre, dans le Japon contemporain, la contractualisation de la relation de crédit n'a pas prévenu la montée des surendettements dans les années 1990, pour au moins deux raisons. Premièrement, les acteurs du crédit ont mis en place des outils innovants basés sur de nouvelles technologies plus rapidement que les pouvoirs de contrôle des autorités publiques, même si celles-ci ont œuvré à réduire la zone grise. Deuxièmement, l'État a entretenu une relation ambiguë à l'informalité puisqu'il a mis du temps, *in fine*, à réagir contre le surendettement, incitant les ménages à désépargner pour relancer l'économie.

Bibliographie

ALBERT Anaïs 2012

« Le crédit à la consommation des classes populaires à la Belle Époque. Invention, innovation ou reconfiguration ? », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 67 (4) : 1049-1082.

ALEXANDER Arthur J. & KONG Dan Oh 1989

The Development and Structure of Consumer Credit in Japan, Santa Monica, CA, Rand Corporation.

AMYX Jennifer A. 2002

« Okurashō nettowāku. Kenryoku no kakudai to seiyaku no kiketsu » 大蔵省ネットワーク権力の拡大と制約の既決 (Le réseau du ministère des Finances. Expansion du pouvoir et conséquences des restrictions), in Muramatsu Michio 村松岐夫 & Okuno Masahiro 奥野正寛 (dir.), *Heisei baburu no kenkyū (ge) hōkaihen. Hōkaigo no fukyō to furyō saiken shori mondai* 平成バブルの研究〈下〉崩壊編—崩壊後の不況と不良債権処理問題 (Recherches sur la bulle de Heisei, la crise économique et le problème des prêts non performants), vol. 2, Tokyo, Tōyō keizai shinpōsha 東洋経済新報社 : 272-296.

AOKI Masahiko & PATRICK Hugh 1994

The Japanese Main Bank System: its Relevance for Developing and Transforming Economies, Oxford, Oxford University Press.

BITTMANN Simon 2018

« Des *loan sharks* aux banques. Croisades, construction et segmentation d'un marché du crédit aux États-Unis, 1900-1945 », thèse de doctorat en sociologie, Institut d'études politiques de Paris.

BROWN James R. 1999

The Ministry of Finance, Bureaucratic Practices and the Transformation of the Japanese Economy, Westport, CT et Londres, Quorum Books.

CAPLOVITZ David 1968

The Poor Pay More, The Free Press, Cambridge, Canada.

DŌMOTO Hiroshi 堂下浩 & UCHIDA Osamu 内田治 2011

Nisenjū nen shōhisha kin.yū no riyō ni kansuru chōsa hōkokusho 2010年消費者金融の利用に関する調査報告書 (Enquête sur les motifs d'emprunt auprès des établissements de finance personnelle), Institute for Research on Credit Business, Waseda University 早稲田大学.

DU COURANT Hélène 2009

« Le crédit revolving, un succès populaire », *Sociétés contemporaines*, 76 (4) : 41-65.

DU COURANT Hélène 2012

« Crédit à la consommation et endettement des individus : des idées reçues et des outils pour les combattre », *Revue française de socioéconomie*, 9 (1) : 11-21.

EFFOSSE Sabine 2014

Le crédit à la consommation en France, 1947-1965 : de la stigmatisation à la réglementation, Paris IGPDE, Comité pour l'histoire économique et financière de la France.

FONTAINE Laurence 2008

L'économie morale. Pauvreté, crédit et confiance dans l'Europe préindustrielle, Paris, Gallimard.

GAY Suzanne Marie 2001

The Moneylenders of Late Medieval Kyoto, Honolulu, University Press of Hawaii.

GELPI Rosa-Marie & LABRUYÈRE François-Julien 1994

Histoire du crédit à la consommation : doctrines et pratiques, Paris, La Découverte.

GORDON Andrew 2011

« Selling the American Way: The Singer Sales System in Japan, 1900-1938 », *Business History Review*, 82 (4) : 671-699.

HARTCHER Peter 1998

The Ministry: How Japan's Most Powerful Institution Endangers World Markets, Boston, Harvard Business Review Press.

HORIOKA Yuji C. 1990

« Why is Japan's Household Saving Rate so High? A Literature Survey », *Journal of the Japanese and International Economies*, 4 (1) : 49-92.

HORIOKA Yuji C. 1994

« Japan's Consumption and Saving in International Perspective », *Economic*

Development and Cultural Change, 42 (2) : 293-316.

HORIOKA Yuji C. 2013

« Are Japanese Households Financially Healthy, and if so, Why? A Group of Seven (G7) Comparison », *The Japanese Economy*, 39 (4) : 109-124.

HOSHI Takeo & KASHYAP Anil 2001

Corporate Financing and Governance in Japan: The Road to the Future, Londres et Cambridge, MA, The MIT Press.

HYMAN Louis 2011

Debtor Nation: the History of America in Red Ink, Princeton, NJ, Princeton University Press.

HYMAN Louis 2012

Borrow: The American Way of Debt, New York, Vintage Books.

IACOVIELLO Matteo 2008

« Household Debt and Income Inequality, 1963-2003 », *Journal of Money, Credit and Banking*, 40 (5).

KOBAYASHI Wataru 小林航 & ONO Tarō 大野太郎 2010

« Nihon no kakei chochikuritsu » 日本の家計貯蓄率 (Le taux d'épargne des ménages japonais), *Finance ファイナンス, Shirizu Nihon keizai o kangaeru シリーズ 日本経済を考える* (4) : 2-7.

KRIPPNER Greta R. 2011

Capitalizing on Crisis: The Political Origins of the Rise of Finance, Cambridge (MA), Harvard University Press.

LACAN Laure 2013

« L'argent des crédits : recours au crédit à la consommation, contraintes et pratiques de remboursement de petits fonctionnaires entre les années 1980 et les années 2000 », thèse de doctorat en sociologie, École des hautes études en sciences sociales.

LAFERTÉ Gilles & O'CONNELL Sean 2015

« Socialized Credit and the Working Class Family Economy: A Comparative History of France and Britain, 1900-2000 », *Business and Economic History On-line* (paper presented at the BHC Annual Meeting), 13 : 1-20.

http://www.thebhc.org/sites/default/files/OConnell%20and%20Laferete_Final%20Draft_0.pdf (dernière consultation le 28 février 2019).

LAZARUS Jeanne & LUZZI Marianna 2015

« Les pratiques monétaires des ménages au prisme de la financiarisation », *Critique internationale*, 69 (4) : 9-19.

LEBARZ Claire 2015

« Income Inequality and Household Debt Distribution: A Cross-Country Analysis using Wealth Surveys », *LWS Working papers 20*, LIS Cross-National Data Center in Luxembourg.

LECHEVALIER Sébastien 2011

La Grande Transformation du capitalisme Japonais (1980-2010), Paris, Presses de Sciences Po.

LECHEVALIER Sébastien & MONFORT Brieuc 2016

Leçons de l'expérience japonaise. Vers

une autre politique économique ?, Paris, Cepremap, 41, éditions rue d'Ulm.

NOGUCHI Yukio & POTERBA James M. 1994

Housing Markets in the United States and Japan, Chicago, University of Chicago Press.

NORDHAUSEN Annette & HOWELLS Geraint 2008

The Yearbook of Consumer Law 2008, Hampshire, Ashgate Publishing Limited.

PAGER Deva & SHEPHERD Hana 2008

« The Sociology of Discrimination: Racial Discrimination in Employment, Housing, Credit, and Consumer Markets », *Annual Review of Sociology*, 34 : 181-209.

PARDIECK Andrew 2008

« Japan and the Moneylenders - Activist Courts and Substantive Justice », *Pacific Rim Law & Policy Journal*, 529.

<https://ssrn.com/abstract=2214051> (dernière consultation le 28 février 2019)

PARTNER Simon 1999

Assembled in Japan – Electrical Goods and the Making of the Japanese Consumer, Berkeley & Los Angeles, University of California Press.

SALA Adrienne 2015

« Dette usurière et mouvements sociaux dans le Japon moderne. Vers une institutionnalisation de l'offre de crédit social ? », *Histoire et Mesure*, 30 (1) : 43-68.

SALA Adrienne 2017

« The Japanese Consumer Finance

Market and its Institutional Changes since the 1980s », *Japan Forum*, 29 (1) : 1-24.

SALA Adrienne 2019

« Construire un problème public au Japon : l'endettement des ménages et la réglementation du prêt non sécurisé », *Critique Internationale*, 82 (1) : 137-161.

SHIBUYA Ryūichi 澁谷隆一 2001

Shomin kin.yū no tenkai to seisaku taō
庶民金融の展開と政策対応 (Évolution de la finance populaire et changement de politique), Tokyo, Nihon tosho sentā
日本図書センター.

SUDA Shin.ichirō 須田慎一郎 2006

Karyūgui. Shōhisha kin.yū no jittai
下流喰い—消費者金融の実態 (Exploitions des classes laborieuses. La vérité sur la finance personnelle), Tokyo, Chikuma shobō 筑摩書房.

TACHIBANAKI Toshiaki 橘木俊詔 2016

Nijūisseiki Nihon no kakusa 21世紀日本の格差 (La société du gap dans le Japon du XXI^e siècle), Tokyo, Iwanami shoten
岩波書店

TAKETA Kenshi & UDELL Gregory F. 2007

« Lending Channels and Financial Shocks: The Case of Small and Medium-sized Enterprise Trade Credit and the Japanese Banking Crisis », *Monetary and Economic Studies*, 25 (2) : 1-44.

TRUMBULL Gunnar 2014

Consumer Lending in France and America, New York, Cambridge University Press.

TRUMBULL Gunnar & TUFANO Peter 2011

« A Brief Postwar History of US Consumer Finance », *Business History Review*, 85 (3) : 461-498.

UTSUNOMIYA Kenji 宇都宮健児 2007

Tajū saimu no tadashii kaiketsu hō 多重債務の正しい解決法 (La solution juridique au problème de l'endettement excessif), Tokyo, Kadensha 花伝社.

Autres sources utilisées

Nihon kashikingyō-kai 日本貸金業会

(Association des prêteurs du Japon)
Rapports annuels de 1978 à 2010.

Nihon shōhisha kin.yū kyōkai 日本消費者金融協会

(Association de la finance personnelle du Japon)
Rapports annuels de 1978 à 2010.

Nihon shōhisha shin.yō tōkei 日本消費者信用統計

(Association du crédit aux consommateurs du Japon)
Rapports annuels.

Nichibenren 日弁連 (Association des avocats du barreau japonais)

Rapports annuels sur l'endettement excessif de 1998 à 2009 .

Saikōsaibansho shihō tōkei nenpō 最高裁判所司法統計年報 (Cour suprême)

Statistiques disponibles à cette adresse :
http://www.courts.go.jp/app/sihotokei_jp/search (dernière consultation le 28 février 2019).